

L'économie financiarisée et ses faux-monnayeurs

Autor(en): **Chesney, Marc**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Versants : revue suisse des littératures romanes = Rivista svizzera delle letterature romanze = Revista suiza de literaturas románicas**

Band (Jahr): **58 (2011)**

Heft 1: **Fascicule français. La littérature face à l'hégémonie de l'économie**

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-271899>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'économie financiarisée et ses faux-monnayeurs

Introduction

Les sociétés humaines sont des organisations complexes et dynamiques. Comme les êtres vivants, elles se métamorphosent à certaines périodes clés de leur développement. Elles évoluent ou involuent selon des lois et circonstances particulières qu'elles ont elles-mêmes forgées. L'état actuel de notre société, l'économie financiarisée, résulte d'un tel processus. Curieusement, celle-ci est souvent présentée comme le stade indépassable et donc ultime du développement du capitalisme. Selon Francis Fukuyama¹ par exemple, les principes de notre société, supposés associés au libéralisme, devraient s'imposer de manière permanente au niveau mondial. Or qu'en est-il ? La situation actuelle est-elle caractéristique d'un capitalisme en pleine expansion et dont l'épanouissement pourrait perpétuellement prodiguer ses bienfaits à la terre entière ? Il serait permis d'en douter. La présente situation ne rappelle-t-elle pas plutôt celle qui prévalait au début du XX^e siècle, où la civilisation occidentale était convaincue de sa supériorité définitive sur le reste du monde, jusqu'au moment où... la première guerre mondiale éclata ?

L'objet de cet article est précisément d'analyser l'état actuel de l'économie, de mettre en lumière ses graves dysfonctionnements et de caractériser les étapes qui y ont mené.

Le capitalisme perçu comme une religion ?

En 1921, Walter Benjamin écrivit un texte particulièrement intéressant, resté inédit jusqu'en 1985 et intitulé *Le Capitalisme comme religion*. Selon lui, à l'égal d'une religion, le capitalisme apporterait des réponses aux questions essentielles auxquelles le genre humain est confronté. Cela correspond en effet à ce que l'on peut lire en introduction de la plupart des manuels d'économie.

¹ Voir l'article en version française intitulé « La fin de l'histoire », publié dans la revue *Commentaire*, 47, automne 1989, ainsi que son livre *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

Si le capitalisme était une religion, son Dieu serait probablement le marché ou l'argent. Ses lieux de culte seraient les salles de marché, quasiment toujours en activité sur un continent ou sur un autre. Selon Walter Benjamin le capitalisme serait « une pure religion du culte », où celui-ci serait en effet célébré « sans (t)rêve et sans merci »².

Quant à sa morale, elle serait probablement l'esprit du capitalisme qui pourrait être résumé comme suit : tu récolteras les fruits de ton travail ou de tes investissements et assumeras les risques inhérents à ces derniers. C'est précisément l'état d'esprit des personnages principaux de l'œuvre de Thomas Mann, *Les Buddenbrock*. Cette morale correspond à une époque du capitalisme où le travail, l'épargne, l'investissement ainsi que les risques pris et assumés étaient les facteurs clés permettant aux individus d'atteindre un certain niveau social ou de s'y maintenir. Le marché et la fameuse « main invisible », décrite par Adam Smith³, devaient permettre d'améliorer le fonctionnement économique de la société de par une allocation optimale des capitaux et des risques.

Cette époque du capitalisme, loin d'être idyllique, fut au contraire douloureuse pour une grande partie de la population. Elle était cependant caractérisée par une certaine éthique, comme l'expliquait Max Weber dans son livre *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1904-1905).

Le capitalisme perçu comme un casino ?

Les temps ont manifestement changé, comme en témoignent les déclarations du directeur de la Banque d'Angleterre, Mervyn King, après le début de la crise financière, en octobre 2008 : « Les actions entreprises n'ont pas pour but de sauver les banques en tant que telles, mais de protéger le reste de l'économie, des banques »⁴. Ces propos traduisent une situation aux antipodes de ce que devrait être le rôle des banques dans le cadre du capitalisme, en l'occurrence de financer les investissements des entreprises. Il s'agirait d'une sorte d'« économie casino », pour reprendre les termes de Keynes, contraire à l'esprit du capitalisme décrit par Max

² Walter Benjamin, *Le Capitalisme comme religion. Fragments philosophiques, politiques, critiques, littéraires*, édité par Ralph Tiedemann et Herman Schwepenhäuser, Frankfurt, Suhrkamp Verlag, 1985, traduit de l'allemand par Christophe Jouanlanne et Jean-François Poirier, Paris, PUF, 2000, vol. VI, pp. 111-113.

³ Adam Smith, *An Inquiry into the Causes of the Wealth of Nations*, version française : *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* [1776], Paris, Flammarion, 1991, vol. II, pp. 42-43.

⁴ Discours prononcé devant les représentants du patronat anglais, le 21 octobre 2008, à la Chambre de Commerce de Leeds.

Weber. C'est aussi le titre du livre que Hans-Werner Sinn a écrit en 2010 et dans lequel est évoquée la roulette des marchés de capitaux au niveau mondial⁵.

Si le capitalisme était un casino, alors il ne serait plus régi par des lois divines, mais par celles du hasard... Les rémunérations ne correspondraient plus aux fruits du travail ou des investissements, mais à ceux du hasard.

L'actuelle économie financiarisée correspond-elle à une religion, à un casino, ou doit-elle être plutôt caractérisée différemment ? Cette question n'est pas seulement théorique. Le fonctionnement pratique de notre économie et l'état d'esprit de certains de ses acteurs permettent de se positionner face à cette interrogation.

Frankenstein et la prostituée...

Les deux exemples suivants illustrent cet état d'esprit.

Jérôme Kerviel, le courtier qui a fait perdre 4,9 milliards d'euros à la Société Générale en 2007 et qui a été condamné par la justice en 2010, a tenu les propos suivants :

Dans une salle de marchés, le *modus operandi* idéal tient en une phrase : savoir prendre le maximum de risques pour faire gagner à la banque le maximum d'argent. Au nom d'une telle règle, les principes les plus élémentaires de prudence ne pèsent pas lourd. Au sein de la grande orgie bancaire, les *traders* ont donc juste droit à la même considération que n'importe quelle prostituée de base : la reconnaissance rapide que la recette du jour a été bonne. Une 'bonne gagneuse', le terme ne me choquait même pas tant était intense le plaisir de rapporter toujours plus à la banque⁶.

Le second exemple concerne Fabrice Tourre, le centralien diplômé de Stanford qui, dès l'âge de 22 ans, fut recruté par la prestigieuse banque Goldman Sachs. Certains de ses courriers électroniques ont servi de pièces à conviction à la Securities and Exchange Commission (SEC) qui a accusé cette banque d'Affaires de s'être enrichie aux dépens de ses clients, c'est-à-dire de les avoir incités à acquérir des titres de créance adossés à des crédits hypothécaires particulièrement douteux, alors que,

⁵ Hans-Werner Sinn, *Kasino-Kapitalismus*, Berlin, Ullstein, 2010.

⁶ *Le Monde Diplomatique*, n° 676, juillet 2010, p. 10 ; « bonne gagneuse », tel est le qualificatif qui lui était attribué par certains de ses supérieurs.

sans qu'ils le sachent, elle misait sur la chute de ces titres. Voici un exemple de sa prose :

De plus en plus d'effet de levier dans le système. L'édifice tout entier peut s'effondrer à chaque instant. [...] Quand je pense que c'est un peu moi qui ai participé à la création de ce produit [...], le genre de truc que tu inventes en te disant : et si on créait un machin qui ne sert absolument à rien, qui est complètement conceptuel et hautement théorique et que personne ne sait *pricer* [évaluer], ça fait mal au cœur de voir que ça implose en vol. C'est un peu comme Frankenstein qui se retourne contre son inventeur⁷.

Et enfin il affirme avoir vendu en Belgique quelques titres douteux « à des veuves et à des orphelins rencontrés à l'aéroport », alors que selon lui et d'autres responsables de Goldman Sachs, leurs clients étaient des « investisseurs institutionnels très sophistiqués »⁸.

Ces déclarations expriment-elles des préoccupations religieuses ou morales ? Clairement non ! Sont-elles comparables à celles de joueurs de casino susceptibles d'être dévorés par leur passion du jeu parce qu'ils se doivent d'assumer intégralement les risques démesurés qu'ils auraient pris ? Non plus. Elles sont caractérisées par un véritable cynisme. Les individus concernés se comparent soit à une prostituée soit à Frankenstein et donnent l'impression d'avoir vendu leur âme au diable, non pas comme le « Docteur Faust » en échange d'une jeunesse éternelle, mais plutôt pour l'instant d'éternité que leur procure l'obtention d'une prime au caractère potentiellement illimité. Ils sont en quête de la martingale gagnante qui leur donnera accès à des gains démesurés et cela sans en supporter les risques associés.

Le casino est régi par les lois du hasard. Aussi problématique que cela puisse être, cela incite à penser que les acteurs financiers n'ont aucune influence sur les risques, comme par exemple dans le cas des catastrophes naturelles. Or les banques d'affaires sont précisément en situation de générer ces risques... pour mieux les couvrir, c'est-à-dire pour développer et vendre de nouveaux produits dérivés supposés fournir des couvertures, mais qui *in fine* accroissent les dangers. Elles se comportent comme des pompiers pyromanes ! Les richesses qu'elles auraient contribué à créer pour la société, se transforment en sable dès qu'une crise financière éclate, crise provoquée précisément par les produits financiers qu'elles ont développés.

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

Le capitalisme trahi par la finance ?

La récente crise a souvent été associée à une perte de confiance entre les acteurs financiers. La confiance est effectivement un élément essentiel de l'économie : elle est à la base des échanges, donc des marchés et du capitalisme. Lorsque la question de la confiance se pose, c'est que, de manière sous-jacente, celle de la trahison est proche⁹.

Dans le cadre de la crise financière, quels auraient été les acteurs de cette trahison ? Qui aurait trahi, qui aurait été trahi ? La crise provenant du secteur financier – des institutions qui ont diffusé les produits toxiques – et s'étant propagée à l'économie réelle, la trahison potentielle ne serait-elle pas justement celle de l'économie ou du capitalisme par la finance ?

Le capitalisme actuel est censé reposer sur le libéralisme, c'est-à-dire en dernière instance sur l'esprit d'entreprise qui doit s'épanouir grâce à la libre concurrence. L'entrepreneur assume les risques qu'il a pris et est rémunéré pour cela le cas échéant. Or de quelle nature sont les mesures qui ont été mises en place pour résoudre la récente crise financière mondiale ? Elles sont de nature dirigiste et étatiste, aux antipodes de ce qu'un système libéral est supposé appliquer. Il s'agissait surtout de plans de sauvetage de banques, c'est-à-dire de leur nationalisation partielle ou de leur recapitalisation, et de la garantie de leur bilan et de leurs dépôts, financée par un budget public correspondant à des montants énormes.

Par ailleurs, des plans de relance géants, de type keynésiens, ont été mis en place au niveau mondial, les coûts de ces mesures se chiffrant en dizaines de milliards de dollars au niveau international. Ainsi, pour résoudre la crise, les États ont mis les marchés et le secteur financier en général sous perfusion. Ils n'avaient probablement pas d'autres choix.

De même, une partie importante du secteur financier ne semble plus respecter les règles de base du capitalisme. La financiarisation de l'économie, qui a débuté pendant les années 1980, avec la vague de déréglementations et de privatisations, a eu pour corollaire la montée en puissance des banques d'Affaires, dont le modèle a été repris par certaines sociétés d'assurance et par les fonds d'investissements. Ces colosses aux pieds d'argile peuvent entraîner dans leur chute l'économie réelle.

Ce modèle repose entre autres sur les opérations de fusions-acquisitions, dont on sait qu'elles ont finalement détruit de la valeur (sauf pour

⁹ Voir l'article de Marc Chesney, « La finance trahit-elle le capitalisme ? », *Finance et bien commun*, 31-32, 2008, pp. 32-40, ici p. 32.

les Banques d’Affaires qui les organisaient). Selon une étude¹⁰ centrée sur la période allant de 1991 à 2001, ces opérations se sont traduites globalement pour les actionnaires des sociétés acheteuses par des pertes agrégées importantes : 216 milliards de dollars.

De plus, la titrisation¹¹ à grande échelle des créances, qui était supposée accroître la liquidité sur les marchés et diversifier les risques, a démontré sa faiblesse. Le principe qui consiste à transformer des créances en titres financiers n’est pas condamnable en tant que tel. Cependant, il réduit pour les banques les incitations à analyser le risque de défaut de leurs clients de manière adéquate. En effet, ayant la possibilité de vendre ces créances, elles peuvent espérer ne pas devoir supporter ce risque. Lorsque la titrisation est pratiquée à une telle échelle, les risques s’agrègent et font courir à l’économie un risque systémique.

Un autre facteur sur lequel repose le modèle de la banque d’Affaires est celui des agences de notation, financées précisément par des banques dont elles doivent évaluer la situation financière ! Il va sans dire que cela génère des conflits d’intérêts.

Les fonds spéculatifs ou de capital investissement, dont les activités ne sont soumises à aucune véritable réglementation, sont devenus un rouage important de cette financiarisation de l’économie et donc de cet irrespect des règles de base du capitalisme. Ils ont fait croire qu’ils pouvaient déconnecter le risque du profit attendu, ou même le faire disparaître.

Les fonds ont ainsi contribué à la création rapide d’immenses fortunes que rien ne saurait justifier. Il suffit de penser qu’en 2007, John Paulson, directeur du fond qui porte son nom, a perçu un montant de l’ordre de trois milliards de dollars, ce qui correspondait à environ quatre-vingt mille fois le salaire moyen aux États-Unis !

Ces caractéristiques actuelles de la finance sont contraires à l’esprit d’entreprise, à l’éthique de l’entrepreneur et donc aux principes de base du capitalisme, car elles contribuent à séparer le revenu du risque, c’est-à-dire à faire en sorte que ceux qui perçoivent les revenus ne soient pas ceux qui en dernière instance assument les risques qui leur sont liés. La perte de confiance associée à la récente crise financière a ainsi résulté de ces comportements irrespectueux des principes mêmes sur lesquels repose le capitalisme.

¹⁰ Sara B. Moeller, Frederik P. Schlingemann et René M. Stulz, « Wealth Destruction on a Massive Scale ? A Study of Acquiring-Firm Returns in the Recent Merger Wave », *Journal of Finance*, 2, avril 2005, pp. 757-782.

¹¹ La technique de la titrisation permet de vendre à des investisseurs des actifs financiers tels que des créances en les transformant en titres financiers.

Le rôle de l'endettement

Il est intéressant de noter que l'endettement semble avoir remplacé l'épargne comme moteur de la croissance économique. C'est le modèle des fonds spéculatifs (qui, en endettant des firmes dont ils prennent le contrôle, réduisent les impôts versés à l'État) ou d'un pays comme les USA. Les vertus de l'épargne, présentées dans la doctrine de Calvin par exemple, ont manifestement perdu de leur acuité !

Ce nouveau rôle de l'endettement fragilise énormément l'architecture de la société car il accroît les risques de crises qui, s'ils se concrétisent, seront assumés par l'ensemble de la société.

Ces pratiques nous éloignent de cet esprit du capitalisme décrit par Max Weber dans *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, dont les représentants assignaient à leurs tâches, entre autres, l'objectif de « mettre le travail au service d'une organisation rationnelle qui fournisse à l'humanité ses biens »¹² et services. La société actuelle est caractéristique d'un système qui ne respecte pas ses principes fondateurs. Il s'agit d'un avatar du capitalisme.

Dans des secteurs clés de l'économie financiarisée, la recherche des intérêts particuliers ne correspond pas au bien-être général et ainsi le principe de « la main invisible » d'Adam Smith n'est plus opérant. Or les faux-monnayeurs de la pensée continuent à prêcher le contraire...

La financiarisation de l'économie et ses mythes...

Conformément aux dogmes en vigueur¹³ :

– L'innovation financière serait un élément clé de la croissance économique, et son impact en termes de risque systémique serait négligeable (...et par conséquent négligé par la théorie financière). Ce qui est ainsi oblitéré, c'est d'une part que les produits financiers toxiques, à l'origine de la crise, résultent précisément de cette innovation, ce qui devrait inciter à contrôler cette dernière, et d'autre part que, si le volume de produits innovants devient trop important (par exemple dans le cas des CDS¹⁴ incriminés pendant la crise), ils peuvent avoir un impact sur le risque

¹² http://fr.wikisource.org/wiki/L'Éthique_protestante_et_l'esprit_du_capitalisme_-_1.2, p. 11.

¹³ Voir l'article de Marc Chesney, « Enseignement de la finance : la crise a-t-elle eu lieu ? », *Le Temps*, 18 octobre 2010.

¹⁴ Les *Credit Default Swaps* (CDS) sont des contrats financiers qui octroient une couverture en cas de défaut.

qu'ils sont censés couvrir et donc sur celui qu'ils sont susceptibles de générer. Comme cela a été précédemment indiqué, le produit devant couvrir un risque de faillite peut, bien au contraire, l'accentuer à partir d'un certain volume de transactions. Cette soi-disant couverture des risques particuliers génère ainsi un risque systémique¹⁵.

– Les rémunérations astronomiques versées à certains membres de directions bancaires ou à des *traders*, seraient justifiables. Or selon les principes de base du capitalisme, la rémunération est associée à un succès qui récompense le risque pris et... assumé. Comment des décisions financières ayant conduit à des situations où seule l'intervention du contribuable a permis d'éviter la faillite pourraient-elles générer récompenses ou bonus ?

– Les marchés seraient censés être transparents, liquides, et efficaces. Or ce mythe s'est effondré : les marchés se sont révélés opaques, complexes, asséchés et inaptes à transmettre des informations pertinentes durant les périodes critiques. Comment se fait-il que des montages complexes, quasiment incompréhensibles pour la majorité des investisseurs, aient pris une telle ampleur dans des marchés supposés être transparents ? Comme le fait remarquer Fabrice Tourre, il n'était pas vraiment possible d'évaluer le produit financier qu'il a contribué à créer, produit dont les caractéristiques étaient aussi complexes qu'opaques.

Les faux-monnayeurs de la pensée

La trahison de l'économie par la finance et ses conséquences désastreuses en termes de crises, de chômage... ne sauraient être possibles sans qu'une grande partie des élites ne joue un rôle actif dans ce processus, ou du moins ne soit tacitement d'accord. En 1927, Julien Benda écrivit un livre intitulé *La Trahison des clercs* où le rôle des élites, dans la montée en puissance des régimes fascistes et du nazisme en Allemagne, est analysé dans les termes suivants :

¹⁵ L'exemple de la société d'assurance American International Group (AIG) est à ce titre intéressant. En 2008, cette société n'a pu éviter un défaut qui aurait été dévastateur pour l'économie mondiale, que grâce à l'intervention du contribuable américain. Elle avait au préalable multiplié les ventes de produits financiers (CDS) permettant de se couvrir contre une faillite de la Banque Lehman Brothers. Selon cette stratégie, ces ventes ne devaient pas être risquées pour AIG, puisque dans le pire des cas, le gouvernement américain déciderait de sauver cette banque. Ces assurances se seraient ainsi révélées inutiles pour leurs détenteurs et AIG se serait contenté de recevoir les primes d'assurance. La faillite de la banque Lehman Brothers lui a donné tort...

Quand Machiavel conseille au Prince le genre d'actions qu'on sait, il ne confère à ces actions aucune moralité, aucune beauté ; la morale reste pour lui ce qu'elle est pour tout le monde et ne cesse pas de le rester parce qu'il constate, non sans mélancolie, qu'elle est inconciliable avec la politique. « Il faut, dit-il, que le prince ait un entendement prêt à faire toujours bien, mais savoir entrer au mal, quand il y sera contraint », montrant que, selon lui, le mal, même s'il sert la politique, ne cesse pas pour autant d'être le mal. Les réalistes modernes sont des moralistes du réalisme ; ..., le mal qui sert le politique cesse d'être le mal et devient le bien¹⁶.

En le paraphrasant, on serait tenté d'écrire qu'actuellement : « Les réalistes modernes sont des moralistes du réalisme..., le mal qui sert la financiarisation de l'économie cesse d'être le mal et devient le bien ».

Une forme de corruption intellectuelle règne actuellement parmi les élites ou celles qui se prétendent telles. Pour reprendre les thèses de Francis Fukuyama, après la chute du mur de Berlin, l'organisation économique de la société, associée au libéralisme et à la démocratie, constituerait un stade ultime du capitalisme vers lequel la société humaine aurait, au fil des siècles, convergé. Au nom du réalisme, cette vision s'est imposée parmi les « élites ». Paradoxalement, cet état d'équilibre indépassable, qui serait actuellement celui de la société, connaît de graves déséquilibres. Comment un tel état pourrait-il être compatible avec la situation présente, caractérisée par des faillites réelles ou potentielles, de grandes institutions financières, d'entreprises ou de pays développés ?

Le système de formation supérieure a une responsabilité dans ce processus de conversion au réalisme de la future élite. Comme l'écrivent les auteurs d'un récent appel¹⁷ « plus de trois ans après l'éclatement de la crise qui a fortement mis en lumière les écueils, limites et dangers ainsi que les responsabilités de la pensée dominante en matière économique, cette dernière continue à exercer un quasi-monopole sur le monde académique ». Au lieu d'avoir pour objectif de contribuer au bien-être commun, la recherche produit ainsi trop souvent « des analyses complaisantes sur les supposés bienfaits de la financiarisation de l'ensemble du système économique obtenus grâce aux avantages présumés de l'innovation et de la spéculation financière »¹⁸. À titre d'exemple, il est intéressant de mentionner le cas de Frederic Mishkin, professeur à

¹⁶ *La Trahison des clercs* [1927], Paris, Éditions Grasset, 1981, p. 170.

¹⁷ Appel des enseignants et chercheurs pour « Renouveler la recherche et l'enseignement en finance, économie et gestion pour mieux servir le bien commun » (<http://www.responsiblefinance.ch>).

¹⁸ *Ibid.*

l'université de Columbia et qui a, selon le *Monde Diplomatique*¹⁹, apposé son nom, en 2006, avant l'éclatement de la crise, sur un rapport intitulé « Stabilité financière en Islande » pour lequel il aurait perçu 135.000 dollars. Le professeur Richard Portes, de la London Business School, aurait perçu 58.000 livres pour une expertise similaire.

Au sein des cursus universitaires en finance ou en économie, rien de sérieux n'est entrepris pour analyser les événements et les décisions ayant conduit à la crise et pour dénoncer certaines pratiques comme par exemple celles correspondant aux cas Jérôme Kerviel ou Fabrice Tourre. Or le monde académique ne saurait ignorer ces problèmes. Il a la responsabilité de les traiter à la source et ne peut se contenter d'une attitude de fierté quant au placement de ses étudiants dans les institutions financières réputées. En matière d'orientation de la recherche, les « prix Nobel » ou les directeurs de revues scientifiques donnent le plus souvent le « la ». Les autres professeurs ont le choix entre l'ajustement intellectuel ou la marginalisation. Des « sommités » sont ainsi placées sur un piédestal et exercent de grandes responsabilités sans suffisamment de contrôle scientifique ou démocratique. Si l'on considère les prix Nobel d'économie, il est intéressant de constater que nombre d'entre eux proviennent de l'Université de Chicago connue pour prôner la dérégulation la plus grande possible pour les marchés, celle-ci étant une des causes de la récente crise et que deux de ces lauréats (Robert Merton et Myron Scholes, nobélisés en 1997) ont par la suite été associés à la quasi-faillite du fond d'investissement LTCM²⁰ en 1998.

La faillite morale

La faillite morale, caractéristique de la situation présente, est la plus désastreuse qui soit. Elle va au-delà de la banqueroute d'un fond d'investissement, d'une banque ou même d'un pays. Il s'agit de la faillite des valeurs sur lesquelles devrait reposer notre société. Comme nous l'avons souligné, le monde académique a une responsabilité face à cette situation. L'économie et la finance ne sont pas des matières uniquement techniques. Le problème du cynisme et la question de la responsabilité

¹⁹ *Le Monde Diplomatique*, n° 686, mai 2011, p. 19.

²⁰ Il s'agit du *Hedge Fund : Long Term Capital Management*, dont la quasi-faillite fit courir un risque de crise au système financier international.

face à ses actes, devraient être traités en amont, au sein des cursus universitaires. Comment ? Tout d'abord en reconnaissant que ce sont des problèmes et non en le déniaient. Par ailleurs, en comprenant que les aspects moraux sont liés à des dimensions scientifiques. Ainsi, c'est en montrant aux étudiants que les questions éthiques sont intimement liées à la théorie économique et financière, et en impliquant les professeurs de ces domaines, au lieu de se contenter de les « sous-traiter » à un éthicien, qu'on leur donne plus de valeur et que l'intérêt des étudiants est susceptible d'être éveillé.

Ces questions tant morales que scientifiques sont essentielles et doivent donc être traitées avec la plus grande attention, à moins de se satisfaire d'une situation où il n'y aurait « plus aucune espèce de conscience, sauf, si l'on peut s'exprimer ainsi, la conscience de l'opinion publique et celle du code pénal », comme l'a écrit Léon Tolstoï dans *La Sonate à Kreutzer*²¹.

MARC CHESNEY
Université de Zurich
marc.chesney@bf.uzh.ch

²¹ Publication originale en russe en 1891, trad. fr. par S. Luneau, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1960, p. 173.

